



Synthèse

*Les déterminants de la criminalité sexuelle
(étude du viol)*

Véronique LE GOAZIOU
(Chercheuse associée au Cnrs-Cesdip)

Avec la collaboration de

Laurent MUCCHIELLI
(Directeur de recherche au Cnrs-Cesdip)

Juillet 2010

**Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales
CESDIP-CNRS**

I. PROBLEMATIQUES

La recherche intitulée « Les déterminants de la criminalité sexuelle » s'est donné comme objet d'étudier le viol en tant que réalité sociale sous l'angle, riche mais aussi particulier et limité, des dossiers judiciaires c'est-à-dire de restituer et d'analyser la diversité des comportements et des problématiques du passage à l'acte impliquant des protagonistes (les auteurs et les victimes), eux aussi divers et pris dans des problématiques, des parcours, des situations et des circonstances permettant de donner sens au viol.

Plus concrètement, ce travail visait à répondre à 4 questions :

- a) quelles réalités sociales (et, finalement et plus justement psychosociales) se donnent à voir derrière la catégorie juridique de viol ?
- b) qui sont les protagonistes de ces crimes (les auteurs, les victimes, les relations, rapports ou liens entre eux) ?
- c) quels sont les contextes et les circonstances de commission de ces crimes ?
- d) comment la justice a-t-elle été saisie de ces affaires et qu'en a-t-elle fait ?

Au final, nous sommes parvenus à apporter des réponses aux trois premières questions et, en partie seulement (pour des raisons développées plus loin) à la quatrième. Pour ce faire, nous avons utilisé deux types de sources : 1) des données statistiques policières, judiciaires et des données d'enquêtes en population générale (dont l'exploitation est présentée dans le chapitre 8 de ce rapport) ; 2) des dossiers judiciaires de viols jugés en cour d'assises (dont l'exploitation fait l'objet des 7 premiers chapitres de ce rapport).

II. METHODOLOGIE

Le gros de notre recherche a consisté à lire, dépouiller, transcrire et analyser des dossiers judiciaires de viols jugés en cour d'Assises. Au final, 406 dossiers ont été exploités :

- 123 dossiers jugés par la cour d'Assises de Paris entre 2003 et 2007 ;
- 150 dossiers jugés par la cour d'Assises de Versailles entre 2001 et 2007 ;
- 133 dossiers jugés par la cour d'Assises de Nîmes entre 1998 et 2008.

Certains de ces dossiers contenant des viols de type différent – cf. chapitre 1 – c'est en fait 425 affaires de viol impliquant 488 auteurs et 566 victimes que nous avons eus à étudier.

Un dossier judiciaire est un dossier, au sens très concret du terme, constitué dès l'ouverture d'une procédure judiciaire (suite à une plainte ou à un signalement) et nourri tout au long de la procédure jusqu'à son terme (ici, le jugement par une cour d'assises). Il comprend deux types de pièces : a) des pièces de forme qui annoncent et authentifient toutes les décisions prises par les acteurs de la chaîne judiciaire (depuis l'enquête initiale jusqu'au procès) et qui permettent de suivre le déroulé procédural ; b) des pièces de fond qui informent sur les faits, sur les auteurs et sur les victimes (auditions, confrontations, reconstitutions, investigations, enquêtes ou expertises). Pour travailler sur ces dossiers, nous avons créé une grille d'analyse permettant à la fois de saisir des données pouvant se prêter à un usage quantitatif et des données de type qualitatif.

Cette grille portait sur 4 grands aspects :

1. Les faits :

- nombre d'auteurs et de victimes, leur âge au moment des faits ;
- le type de lieu et l'heure des faits (ou le moment de la journée) ;
- la nature du viol : la fréquence (viol unique ou répété), la durée, la matérialité (quel type de pénétration sexuelle), les circonstances, la forme de contrainte, menace, surprise ou violence, les infractions jointes ;
- le regard de la victime et de l'auteur (éventuellement de l'entourage) sur les faits.

2. Les auteurs

2.1. L'enfance :

- le sexe, l'âge, la nationalité et l'origine ;
- le niveau et le parcours scolaire ;
- la situation socio-économique et culturelle des parents ;
- l'ambiance dans la famille, la nature des liens et des relations, les modes et aléas éducatifs ;

2.2. L'âge adolescent ou adulte :

- le lieu de vie ;
- l'activité (ou la situation) professionnelle ;
- les antécédents judiciaires ;
- les éléments relatifs à la santé physique et psychique ;
- la situation familiale.

3. Les victimes :

- le sexe, l'âge, la nationalité et l'origine ;
- la scolarité en amont des faits et l'activité au moment des faits ;
- les éléments touchant à l'enfance, la famille, la santé...
- les liens et les relations avec l'auteur (ou les circonstances de leur rencontre) ;
- *les conséquences du viol.*

4. Le traitement judiciaire :

- la date de démarrage de la procédure (à comparer avec la date des faits) ;
- le type de démarrage (plainte de la victime, signalement...) ;
- les éléments informant sur l'amont du lancement de la procédure (la victime avait-elle déjà parlé des faits, à qui ?...) ;
- *la durée de la procédure (depuis son lancement jusqu'au jugement) ;*
- *la décision de la cour d'assises au pénal et au civil.*

Chacune des affaires, chacun des auteurs et chacune des victimes a été soumis à cette grille.

En revanche, trois aspects n'ont pas fait l'objet d'une analyse spécifique. L'un d'eux concerne les victimes (les conséquences du viol), les deux autres concernent le traitement judiciaire (la durée de la procédure et la décision de la cour d'assises). La raison en est double : faute de temps principalement, et compte tenu d'une apparente « faible valeur ajoutée » pour la recherche.

III. RECUEIL ET ANALYSE DES DONNEES : FORCES ET LIMITES

Le temps nous a en effet manqué. Le démarrage du terrain (les contacts et les premiers rendez-vous avec nos interlocuteurs dans chaque juridiction, le choix des dossiers et leur mise à disposition par les archives) a été plus long que prévu. Mais la phase de dépouillement des dossiers a également été très longue car la quantité de dossiers d'une part (au final 425

affaires) et, d'autre part, le nombre impressionnant de documents à lire, transcrire, saisir et analyser pour chacun d'eux, nous a pris du temps. Un dossier de viol jugé en cour d'assises est en effet très fourni, y compris pour les plus simples d'entre eux (un auteur, une victime, un viol). Ce sont généralement des centaines de pages qu'il faut lire et parmi lesquelles il faut saisir les éléments utiles à notre analyse. Or ce sont des éléments qu'il a fallu aller chercher, calculer ou parfois presque deviner car les dossiers n'ont pas été conçus à l'origine pour un usage sociologique mais pour un usage judiciaire. Dès lors, les éléments qui nous intéressaient (pour une saisie quantitative ou pour un usage qualitatif) n'étaient pas forcément ceux qui apparaissaient en bonne place, ou sous une forme directement accessible ou exploitable pour nous. Deux exemples : l'âge des auteurs et des victimes au moment des faits et la situation socioprofessionnelle des auteurs. L'âge des auteurs et des victimes est apparemment un élément très facile à recueillir, sauf qu'il n'apparaît nulle part dans les dossiers. Il nous a donc fallu l'estimer à partir de la date des faits et de la date de naissance des auteurs et des victimes (indiquées dans les dossiers). Ce calcul lui-même peut sembler simple mais dans la majorité des cas, il ne l'a pas du tout été car, par exemple, lorsque les viols ont été précédés d'attouchements sexuels (comme c'est le cas de la plupart des viols intrafamiliaux) et qu'ils ont été commis sur de jeunes enfants pendant plusieurs années avant le lancement de la procédure, l'âge qu'avaient la victime et l'auteur au moment du premier viol (c'est-à-dire de la première pénétration sexuelle) est très ardu à déterminer : ainsi, une jeune femme de 20 ans, par exemple, abusée et violée plusieurs années de suite par son père et qui porte plainte plusieurs années après les derniers faits, peut-elle toujours se souvenir de l'âge précis qu'elle avait quand son père a commis une première forme de pénétration sexuelle sur elle ?

Pareillement, l'activité professionnelle des auteurs semble un élément simple à déterminer.

Certes oui, pour les auteurs qui travaillaient et qui étaient engagés dans un parcours professionnel depuis plusieurs années – en clair, qui avaient un métier et étaient insérés. Mais ce fut beaucoup plus malaisé pour ceux qui avaient un parcours professionnel problématique ou incertain. Et ce n'est pas un petit effectif dans l'ensemble de notre groupe d'auteurs puisque nous estimons que, au moment des faits, 44% d'entre eux étaient au chômage, en invalidité ou titulaires du RMI, mais aussi, de façon plus large et plus confuse, « inactifs » ou « plus ou moins actifs » (petits boulots, travail au noir...). Par ailleurs, pour déterminer leur situation socioprofessionnelle au moment des faits, encore fallait-il pouvoir déterminer ce moment et le replacer dans leur trajectoire professionnelle, ce qui fut loin d'être évident dans tous les cas. Ce travail de recherche (non pas sur les dossiers mais à l'intérieur des dossiers) a dû être répété pour chacun d'entre eux (pour chaque auteur et pour chaque victime), y compris dans les dossiers les plus volumineux ou les plus complexes (contenant par exemple plusieurs types de viols et impliquant plusieurs auteurs et/ou plusieurs victimes).

Nous avons par ailleurs estimé que les conséquences du viol pour les victimes, d'une part, et le traitement judiciaire (durée de la procédure, décisions du magistrat instructeur, traitement de l'auteur, jugement), d'autre part, n'étaient pas forcément pertinentes pour notre travail à cause, dans le premier cas en particulier, de leur caractère répétitif et quasi uniforme.

Ainsi, dans la grille d'analyse, nous avons inscrit 13 conséquences possibles de viol, non exclusives l'une de l'autre : hospitalisation, suivi psychologique, troubles de l'humeur ou du comportement, hymen perdu, sexualité perturbée, travail ou études perturbées, changement de travail ou études, déménagement, séparation (avec le conjoint, le petit ami...), rupture avec certaines personnes, grossesse, avortement, aucune conséquence citée. Or, nous avons constaté que, hormis quelques rarissimes cas d'avortements, des déflorations (que nous n'avons pas quantifiées) d'enfants victimes de viol et, parfois, des changements de travail ou d'études, toutes les victimes ont connu l'une ou l'autre des autres conséquences citées. Ainsi, quasiment toutes (pour celles dont nous disposons de l'information) ont été « suivies psychologiquement » (avec éventuellement une hospitalisation), toutes ont connu des troubles

de l'humeur ou du comportement et ont vu leur sexualité perturbée, ainsi que leur travail ou leurs études et un grand nombre ont connu des formes de rupture avec certaines personnes de leur entourage. Mais surtout, il nous aurait été impossible de déterminer si ces conséquences étaient a) les conséquences du viol (ou des abus et viols multiples) qu'elles avaient subi (en particulier quand le viol avait eu lieu des années auparavant) ; b) les conséquences de la situation psychoaffective et familiale des victimes (en particulier des enfants et des adolescents) ; c) les conséquences de l'ouverture d'une procédure judiciaire – aspect maintes fois relevé par les experts psychologues ou psychiatres –, qui pouvait réactiver les souffrances originellement dues au viol.

Quant au traitement judiciaire, que nous n'avons traité qu'en partie (dans les chapitres 6 et 8 de ce rapport), nous ne nous y sommes pas pleinement confrontés pour plusieurs séries de raisons. 1) Dans les trois juridictions, la procédure a été quasiment identique pour toutes les affaires : enquête préliminaire (après une plainte ou un signalement), transmission au parquet, poursuite de l'auteur, saisie d'un juge d'instruction, placement en détention provisoire de l'auteur (ou, dans deux ou trois cas, mise sous contrôle judiciaire), auditions, confrontations, reconstitutions (dans les deux affaires où le viol a été suivi d'un homicide), expertises diverses (médicales, psychologiques, psychiatriques pour tous les auteurs et une bonne partie des victimes ; toxicologiques, génétiques ou informatiques, suivant les faits ; procès). C'était bien entendu prévisible, dans la mesure où nous n'avons traité que des affaires jugées en cour d'assises. *A contrario*, si nous avions étudié également des dossiers traités de façon autonome par le parquet (auteurs non poursuivis) et des dossiers de viols correctionnalisés (non qualifiés crimes), alors nous aurions sans doute pu analyser de façon fine le déroulement procédural, sur la base même des différentes orientations dans le cheminement des affaires. 2) Une analyse comparative des décisions prises au pénal et au civil à l'issue du procès ne nous a pas semblé pertinente, dans la mesure où le temps du procès peut à bien des égards différer du temps de l'instruction. L'on sait que, dans la procédure judiciaire qui est la nôtre, tout peut se « rejouer » au moment du procès (en particulier au moment des plaidoiries), sans que les éléments actés ou mis en scène aient toujours des liens évidents avec les informations (à charge et à décharge) issues de l'instruction. Ce serait d'ailleurs un travail à part entière que d'analyser la version que chaque acteur de la chaîne judiciaire accorde aux faits. Nous avons par exemple été surpris de lire dans l'Ordonnance de mise en accusation – qui décide du jugement de l'affaire devant la cour d'assises, à l'issue de l'instruction – des éléments donnant à interpréter de telle ou telle manière les faits ou brossant un portrait des auteurs (ou, plus rarement des victimes) pour le moins équivoques – et, pour tout dire, clairement à leur charge. Dès lors, comment aurions-nous pu déterminer que le jugement rendu à l'issue du procès avait un rapport – et un rapport de quel type ? – avec les éléments tirés de l'instruction (ceux sur lesquels nous nous sommes appuyés dans notre analyse). 3) Enfin, nous n'avons pas non plus tenté de saisir d'éventuelles évolutions dans le temps, en matière de traitement judiciaire ou sur le plan des décisions finales. Au mieux, pour la juridiction de Nîmes, nous avons travaillé sur un intervalle de 10 ans (1998-2008), soit sur une période trop courte pour déceler d'éventuels changements.

Reste que ce travail que nous n'avons pas entrepris mériterait de l'être. Pour cela, il faudrait a) analyser des dossiers judiciaires de viols orientés différemment dans la chaîne judiciaire : dossiers classés par le parquet, dossiers jugés au tribunal correctionnel et dossiers d'assises ; b) analyser des dossiers de viols traités par la justice à deux périodes suffisamment éloignées dans le temps pour cerner d'éventuelles évolutions dans leur traitement judiciaire et dans les décisions prises à l'issue du procès (pour les affaires jugées).

IV. PRINCIPAUX RESULTATS

1. Une grande variété de viols

Au terme de cette recherche, nous pouvons valider le sentiment qui fut le nôtre lorsque nous avons commencé à étudier les dossiers : il y a plusieurs types et plusieurs formes de viols. Dès lors, un unique terme – et les quatre articles du Code pénal qui y réfèrent (222-23 à 222-26) – masque en réalité une large palette de faits :

- sur le plan matériel : de la pénétration digitale au rapport sexuel complet (avec éjaculation) ;
- sur le plan de la durée : du viol unique au viol répété pendant plusieurs années ;
- sur le plan des circonstances : de l'acte exempt de violence au viol brutal et cruel ;
- sur le plan des liens entre les auteurs et les victimes : liens familiaux, liens amoureux, liens d'amitié, liens de service, liens de voisinage, liens faibles ou récents, aucun lien.

2. Ce sont ces relations entre auteurs et victimes qui ont fondé la construction de notre typologie de base.

Nous distinguons fondamentalement :

- a) les viols intrafamiliaux élargis (45 % des auteurs et 51% des victimes),
- b) les autres viols de forte connaissance : amis, relations de travail ou de service, voisinage (16 % des auteurs et 18% des victimes),
- c) les viols de faible connaissance ou les viols commis par inconnus (24 % des auteurs et 27% des victimes),
- d) les viols collectifs (15 % des auteurs et 4 % des victimes).

3. Dans 83% des affaires, les auteurs et les victimes se connaissent et dans 68% des cas une proximité ou une relation forte les unit :

- 51% de viols intrafamiliaux ;
- 17% de viols où auteurs et victimes se connaissent bien.

Cette proportion doit encore être augmentée si l'on y inclut la part des viols collectifs où les auteurs et les victimes entretiennent un lien fort. Il en résulte que le viol hors de chez soi, commis par un inconnu, est très loin d'être la règle ; c'est même au contraire une relative exception.

4. Le poids des types de viols varie suivant les juridictions :

- environ les trois quarts des affaires traitées par la cour d'assises de Versailles et des affaires traitées par la cour d'assises de Nîmes impliquent des auteurs et des victimes qui sont membres de la même famille ou qui se connaissent bien ;
- ce n'est le cas que de 50% des affaires jugées à Paris ; *a contrario*, dans cette juridiction, 44% des viols ont été commis par des auteurs peu connus ou inconnus des victimes (les 6% restants sont des viols collectifs).

5. Une très faible proportion de viols collectifs.

Contrairement au « déferlement médiatique » concernant les viols en réunion commis par des « bandes de jeunes des cités » ces dernières années, sur 425 affaires 23 seulement concernent des viols commis par plus de 2 auteurs (soit une moyenne de 5%).

6. Hormis les viols conjugaux, les viols intrafamiliaux sont plutôt des viols de moyenne ou de longue durée.

Les autres viols sont plutôt des viols uniques ou de courte durée¹. L'on peut dès lors distinguer le viol, acte généralement ponctuel, de l'inceste, qui perdure plusieurs années. Ou « deux modes de violence sexuelle, celle des familiers qui se répète et dure parfois longtemps, et celle plus anonyme et ponctuelle exercée souvent par des inconnus » (Enveff).

7. La plupart des viols intrafamiliaux ont été précédés d'une période où la victime a subi des attouchements (atteintes ou agressions sexuelles) : la durée totale des abus sexuels s'en trouve d'autant rallongée. Et, dans la plupart des cas, l'on trouve une progression en gravité de l'acte.

8. Les viols intrafamiliaux commis par des ascendants (pères, beaux-pères, oncles, grands-pères, amis de la famille) **n'ont généralement pas été précédés ou accompagnés de violence physique**. En revanche, les viols sur collatéraux et les viols conjugaux sont des viols violents.

9. Un grand nombre de viols extrafamiliaux ont été brutaux et accompagnés d'actes de violence.

10. La quasi totalité des auteurs (98%) sont des hommes – l'on compte 9 femmes.

11. La grande majorité des auteurs sont issus d'un milieu populaire ou des très petites classes moyennes. L'extraction populaire des auteurs de viols sous main de justice n'est pas un phénomène nouveau mais, pour les auteurs de viols intrafamiliaux, c'est en contradiction avec les principales enquêtes de victimation (voir le chapitre 8 du rapport). Dès lors, si les abuseurs se recrutent dans toutes les couches de la population et si l'on a plus souvent affaire à des individus issus de classes défavorisées dans les dossiers judiciaires d'Assises, l'on doit supposer que « le poids du silence et la peur du scandale » sont plus importants dans les milieux sociaux favorisés. L'on peut également avancer que les abus sexuels sont plus souvent ou plus massivement détectés et poursuivis dans les milieux sociaux qui sont les plus auscultés et les plus stigmatisés, à savoir les « classes laborieuses » et les pauvres.

12. Sauf exceptions, les auteurs ont un très faible niveau scolaire. Alors qu'ils sont en moyenne assez jeunes (entre 30 et 31 ans), seuls 10 % d'entre eux sont titulaires du baccalauréat, un tiers sont sortis de l'école sans aucun diplôme et 11 % avaient de très grosses difficultés ou étaient considérés comme illettrés au moment des faits.

13. La plupart d'entre eux se trouvaient dans une situation sociale problématique : 26 % occupaient un emploi situé aux très bas échelons de l'échelle sociale et 44 % étaient dans une situation précaire (chômeurs, RMIstes, petits boulots, travail au noir...). L'on ne compte que 6 % de cadres.

14. Entre un quart et presque la moitié d'entre eux, suivant les types de viols, ont connu ou subi des violences, des maltraitances et/ou des carences éducatives ou affectives durant leur enfance ou leur adolescence.

¹ Rappelons que nous appelons viols de « moyenne durée » les viols qui ont été répétés sur une période de 1 à 5 ans. Et viols de « longue durée », les viols répétés sur une période supérieure à 5 ans. Les « viols uniques » n'ont été commis qu'une seule fois, les viols de « courte durée » ont été commis plusieurs fois sur une période de moins d'un an.

15. Environ 1/6^{ème} des auteurs de viols intrafamiliaux et des auteurs de « forte connaissance » auraient été abusés sexuellement ou violés dans leur enfance ou leur jeunesse, proportion que l'on peut considérer comme sous-estimée au regard d'autres travaux. 1/6^{ème} également de ces auteurs connaissent des « problèmes sexuels » à l'âge adulte.

Environ 1/12^{ème} des auteurs de « faible connaissance » ont été abusés sexuellement ou violés quand ils étaient jeunes et 1 auteur sur 5 environ a des problèmes d'ordre sexuel à l'âge adulte.

16. Les auteurs de viols intrafamiliaux sont des abuseurs-voleurs en série (concept original que nous proposons) : un tiers d'entre eux a plusieurs fois violé la même victime, plus de la moitié a violé d'autres victimes. En revanche, la majorité n'a pas d'antécédents judiciaires. Ce ne sont donc pas des délinquants, déjà connus de la police ou de la justice.

17. A l'inverse, les auteurs de viols extrafamiliaux sont plutôt des violeurs uniques, mais, sauf exceptions, ils **ont déjà un (lourd) passé délinquant.**

18. Les victimes sont en grande majorité de filles et de femmes mais l'on trouve néanmoins 19% de garçons (principalement dans les viols de forte connaissance et les viols intrafamiliaux).

19. les 2/3 des victimes sont des mineurs et 1/3 a moins de 10 ans.

20. La quasi totalité des victimes mineures connaît son agresseur.

21. Environ 60% des victimes ont évolué dans un univers carencé sur le plan affectif, psychologique ou social durant leur enfance ou leur adolescence.

22. Les victimes des viols intrafamiliaux évoluent pour la plupart dans un cadre familial marqué par la violence. Dès lors, l'on peut facilement s'accorder sur le fait que l'inceste ne met pas seulement face à face un auteur et une victime, mais qu'« il révèle quasiment toujours un fonctionnement familial perturbé » (Sauvage, 1998).

23. 8% des victimes avaient déjà été abusées sexuellement ou violées avant les faits.